

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 22 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Vrai ou faux ?
- 2) La mer de glace !
- 3) Il veut le faire croire...
- 4) Il se meurt : pas trop tôt
- 5) Le PS coule...
- 6) Il s'accroche
- 7) Normal d'être dans le mur...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Onfray sur le toboggan



Michel Onfray, ouverture de l'Université populaire de Caen le 15 octobre 2010 à Hérouville-Saint-Clair, Calvados (CHARLY TRIBALLEAU/AFP)

Qu'il ait, chez Ruquier, pulvérisé Léa Salamé, et écrasé Yann Moix, ne dissipe pas l'impression que Michel Onfray joue, sur la scène médiatique un air connu et adopte une posture familière : celle du provocateur anti bien-pensance, seul contre tous, en particulier contre Salamé et « votre copain Cohen », chez qui il a refusé de venir, révèle-t-il face à Salamé.

« Je suis seul contre tous », gémit-il. « Vous êtes partout », lui répond-on. Et de fait, après une interview provocatrice dans Le Fig Mag et sa réfutation dans Libé, il est là, chez Ruquier, au carrefour central du débat idéologique français, occupant la place convoitée entre toutes qu'il partage, avec des variantes, avec Zemmour ou Finkielkraut, celle du provocateur jouant à frôler les limites du territoire interdit et sommé par le tribunal de la bien-pensance de s'expliquer sur ses provocations, un pas en avant, deux pas en arrière.

S'il avoue n'avoir « pas lu » le numéro de réfutation que Libé lui a consacré, ce n'est pas grave. « Ses amis » le lui ont raconté, ça suffit bien. Admirons ce refus magnifique de lire le Libé spécial Onfray, qui n'est pas sans rappeler Finkielkraut, sur notre plateau, dégoisant contre Internet, en expliquant n'aller jamais sur Internet. Du reste, avant de s'en prendre à la photo d'Aylan (forcément truquée), Onfray s'en était pris à « Internet » lors de sa polémique de la rentrée l'an dernier.

Méfiance sur la démarche

S'il est un point sur lequel l'intellectuel-français-anti-bien-pensance rejoint l'intellectuel-bien-pensant (à la BHL, disons), dont il se proclame l'antidote, c'est bien ce mépris total de l'examen des pièces à conviction.

Citer quatre fois, chez Ruquier, « l'étudiante contrainte de se prostituer pour payer son loyer », ou « le livreur de pizzas qui termine à minuit », comme nouvelles figures emblématiques du prolétariat du XXIe siècle, fait figure, pour Onfray, de passeport du Monde réel.

L'intellectuel français ne juge pas, il préjuge. On n'ose penser à notre sort si on lui offrait, dans un instant d'égarement, quelques grammes de pouvoir.

Et sur le fond, matinaute, qu'en penses-tu ? demanderont les lecteurs assoiffés de savoir qu'en penser. Sur le fond, je ne peux m'empêcher de considérer avec méfiance la démarche consistant à récupérer les objets idéologiques du FN, pour « ne pas les leur laisser ». Ne pas laisser la nation, les valeurs nationales, « La Marseillaise », Jeanne d'Arc, la défense de l'orthographe, la dictée quotidienne, la sortie de l'euro, les vrais prolétaires, l'exaspération des SDF tricolores contre les migrants qui leur piquent des logements, ne pas « laisser » tout cela au Front national, très bien, pourquoi pas ?

Ecrasé par le binaire

Aucune fraction du réel ne devrait être taboue. Mais le raisonnement est glissant et la glissade rapide. Si l'on va par là, pourquoi laisser le débat sur l'inégalité des races au Front national ? Pourquoi leur laisser la préférence nationale, la « décomplexion » des blagues racistes, le renvoi des migrants chez eux par le premier bateau ? Qui posera le ralentisseur sur le toboggan ?

D'autant que la mécanique accélère la glissade. La mécanique ? La mécanique médiatico-édito-commerciale qui pousse au binaire, au tout noir ou tout blanc. Cogner plus fort sur « ceux qui ont favorisé la montée de Marine Le Pen » (ceux qui abandonnent tous les objets précités au FN) que sur Marine Le Pen elle-même, cogner plus fort sur « l'antiracisme institutionnalisé » que sur les racistes, c'est finir, pour l'auditeur, par dédouaner Marine Le Pen d'exploiter tous ces thèmes que l'on lui abandonne.

Même un philosophe qui tente de (faire mine de ?) penser le contradictoire, de ne pas lâcher un des deux bouts de la ficelle, finit écrasé par le binaire, qui est toujours plus fort que lui.

rue89.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Emmanuelle Cosse : « Les petites manipulations politiciennes me laissent de glace »

LE MONDE Propos recueillis par Raphaëlle Besse Desmoulières



Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV (à droite), lors d'une rencontre à l'Élysée autour de la COP21, le 10 septembre. CHARLES PLATIAU / REUTERS

Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts et tête de liste en Ile-de-France aux régionales, revient sur la crise qui secoue son parti.

Comment réagissez-vous à la proposition de Jean-Christophe Cambadélis d'organiser mi-octobre un référendum sur l'unité de la gauche aux régionales ?

Emmanuelle Cosse : Je ne pense pas que ça soit par des référendums de partis sur les partis qu'on combatta la montée du Front national et qu'on réconciliera les Français avec la politique. C'est plutôt en allant à leur rencontre, en tenant nos engagements et en faisant vivre le débat d'idées qu'on ira les chercher, notamment ceux qui désertent les urnes.

Votre parti vit au rythme des démissions. Vendredi 18 septembre, c'est le maire de Sevran (Seine-Saint-Denis), Stéphane

Gatignon, qui a annoncé son départ..

Je ne suis pas dupe de ce qui se passe aujourd'hui. Il s'agit de manœuvres de déstabilisation pour remettre en cause l'indépendance des écologistes. Mais les petites manipulations politiciennes me laissent de glace. Au moment où l'urgence est de se battre pour nos concitoyens et de défendre la justice sociale et environnementale, je regrette que l'on fasse passer des intérêts personnels devant l'intérêt collectif. Ce n'est pas aujourd'hui que je vais flancher.

Comment réagissez-vous à la volonté de Jean-Vincent Placé de créer un groupe dissident à la région Ile-de-France ?

Quel est le sens politique de faire un groupe dissident à la fin de la mandature alors que l'on a un bilan commun ? Ce groupe a montré qu'il était capable d'imposer une mesure phare en terme de

de mobilité : le pass navigo à tarif unique. En dix jours, on a eu 10 % d'augmentation des abonnements. C'est une victoire pour le pouvoir d'achat des ménages mais aussi pour les transports en commun, qui n'aurait pas vu le jour sans élus écologistes. A l'heure du défi climatique, on a plus que jamais besoin de l'unité des écologistes. C'est ce que je montre en Ile-de-France avec un rassemblement qui va de Mohamed Mechmache à Corinne Lepage.

Comment comprendre la stratégie d'EELV quand votre allié en Ile-de-France est Cap 21 et le Parti de gauche en Rhône-Alpes-Auvergne ?

C'est totalement assumé car tout repose sur des projets de territoire. Ce sont les régions qui décident de leur stratégie. Mais là encore, comme en 2010, il y aura des listes et des projets écologistes partout au premier tour des élections régionales.

Vous avez indiqué que personnellement vous n'auriez pas choisi une alliance avec le Parti de gauche dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Pourtant vous approuvez cette stratégie en bureau exécutif...

Je soutiens Sandrine Rousseau [tête de liste] mais dans cette région où le Front national est donné gagnant sans même faire campagne, j'aurais préféré qu'on se saisisse de l'occasion pour dépasser les vieux clivages et les logiques de partis politiques. Mais ni le Parti socialiste ni le Parti communiste n'ont souhaité faire autrement.

Quel impact peut avoir selon vous le débat sur l'accueil des réfugiés dans la campagne des régionales ?

Je me refuse à réfléchir comme ça. Il faut absolument avoir une politique digne d'accueil des réfugiés et l'assumer. Ce n'est pas en deux ans que les 24 000 réfugiés seront accueillis en France mais bien plus rapidement. Oui, ça demande un effort supplémentaire mais c'est notre responsabilité. Non, ça ne se fait pas au détriment des autres publics en difficulté. L'Etat est aujourd'hui mobilisé pour essayer de répondre de manière pérenne à ces problématiques. Pendant ce temps, certains, comme Valérie Pécresse [candidate Les Républicains en Ile-de-France], ne réfléchissent qu'en fonction de l'opinion. Elle réinvente la préférence nationale en opposant les démunis les uns aux autres et en surfant sur les idées du FN. Ce n'est pas à

l'extrême droite de faire la loi sur ce sujet.

A deux mois de la COP21, vous voulez axer votre campagne sur la pollution de l'air. Quelles sont vos propositions ?

Nous sommes dans une région où l'on étouffe. Tout le monde voit les pics de pollution mais il faut rappeler que l'on a une bonne qualité de l'air seulement trois ou quatre jours par an en Ile-de-France. Nous voulons réduire très fortement la place du diesel – ce qui veut dire aider les particuliers à changer de véhicules – mais aussi diminuer le trafic de transit. Aujourd'hui, tout le monde paie la pollution quand des profiteurs peuvent polluer en toute impunité.

Pour introduire de l'équité dans ce système : il faut rendre cher ce qui pollue et accessible ce qui ne pollue pas. Pour y parvenir, je souhaite que l'Ile-de-France puisse expérimenter une pollutaxe qui s'appliquerait aux poids lourds et permettrait de récupérer des moyens financiers extrêmement importants. On a estimé qu'elle pourrait rapporter 400 millions d'euros par an pour l'Ile-de-France.

Raphaëlle Besse Desmoulières
Journaliste au Monde

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Le PS et son référendum, ou le cynisme malhabile et dépolitisé

Par Stéphane Allières

Jean-Christophe Cambadélis escompte organiser un référendum sur les marchés pour convaincre les appareils de l'autre gauche de la pertinence de l'union aux régionales de décembre. Peut-on à ce point vivre dans un monde parallèle ?

Ce pourrait être drôle si ça ne devenait pas grotesque. Voilà désormais que le parti socialiste entend organiser un référendum pour s'adresser « directement » au « peuple de gauche » et « dépasser les partis tels qu'ils sont aujourd'hui », afin de lui demander s'il est favorable à l'union entre le PS et les autres partis de gauche aux régionales de décembre.

Voilà une belle entreprise de culpabilisation des partis de gauche divorcés du PS, afin de les contraindre à l'unité. Jean-Christophe Cambadélis était l'un des artisans de la gauche plurielle, il tente désormais de sauver les apparences d'une gauche "plus rien" en lambeaux.

Après s'être éloignés de la gauche en lui tournant le dos, voici que les socialistes l'appellent à la rescousse. Car comme l'a dit François Hollande lors de sa dernière conférence de presse émolliente : « La dispersion, c'est la disparition. »

Alors, va pour une consultation des sympathisants, histoire de ramener tout le monde à la raison, et tout sera réglé. Sauf que la ficelle est trop grosse pour espérer faire chanter à la gauche des cris d'amour pour l'union face au péril fasciste. Elle est en réalité une liane destinée à étrangler toute distance critique d'une action gouvernementale désavouée.

Sur la forme d'abord, l'initiative est insensée. Prévu pour se tenir du 16 au 18 octobre, soit deux semaines avant le dépôt des listes aux régionales, que signifie cet « appel à la raison », alors même que depuis six mois, aucune mesure au sommet n'a fait se réjouir la gauche de la gauche et les écologistes, et qu'aucune discussion conciliante entre responsables locaux ne s'est produite sur le terrain ?

Il est toutefois intéressant de noter que les derniers exercices de ce type auxquels s'est livré le PS concernaient la non-privatisation de La Poste et le droit de vote des étrangers. C'était à la charnière des années 2010. Dans l'opposition, et avec tous les partis, syndicats et associations de gauche. Et cela ne se passait pas que sur « les marchés ». Citer ce lieu comme « bureau de vote type » en dit d'ailleurs long sur la sociologie du PS, ou ce qu'il en reste. Cambadélis devrait ne pas oublier non plus d'installer une urne dans le hall de l'ENA, de Havas (ex-Euro RSCG) et du Medef. L'intérêt pour un tel vote y sera sans doute plus élevé que dans les quartiers populaires ou les parkings de sortie d'usines.

En soi, Cambadélis n'est pas à blâmer pour avoir décidé de consulter les gens de gauche. La démarche est saine car elle développe l'idée que la société (dé)mobilisée doit s'approprier à nouveau la politique en général, et la gauche en particulier. Mais pourquoi n'avoir pas imaginé de tels référendums pour indiquer au pouvoir si l'électorat de François Hollande était en accord avec le socialisme de l'offre, l'abandon du récépissé de contrôle d'identité comme de la réforme fiscale ou celui de la PMA dans le mariage pour tous ? Le PS devrait plutôt faire un référendum pour savoir si ses électeurs considèrent encore l'action du gouvernement comme de gauche...

Il est tout de même croquignolet de voir le PS solliciter le vote des sympathisants alors que, lors des élections intermédiaires, sa direction a massacré l'idée et la dynamique des primaires citoyennes (là où le Parti démocrate italien, qui a assumé bien plus sincèrement son virage idéologique, a su maintenir cet outil démocratique qui lui permettait de ne pas se couper de sa base). Il est aussi croquignolet de voir surgir cet appel à l'électorat à un moment où l'appareil socialiste n'a jamais été aussi recroquevillé sur lui-même.

Quand Jeremy Corbyn se fait élire à la tête du Labour, c'est à l'issue d'un processus ouvert aux adhésions des sympathisants (moyennant l'équivalent de 3 euros). Et c'est avec 250 000 voix et un score de 60 %. Cambadélis a également recueilli 60 % des suffrages militants, mais ils n'étaient que 40 000 adhérents socialistes à jour de cotisation à l'avoir soutenu au dernier congrès. Au lendemain de l'élection de Corbyn, le Labour a de son côté enregistré 15 000 nouvelles adhésions, dont beaucoup de jeunes. Aujourd'hui, le nombre d'élus inscrits sous l'étiquette socialiste

est évalué à 33 000, et il ne reste plus beaucoup de militants désintéressés et encore mobilisés...

Déjà, il y a une semaine, Cambadélis s'était fendu d'une lettre aux partenaires du PS pour les convaincre de la nécessité d'une « belle alliance ». Il se prononçait pour « l'ouverture d'une discussion collective, pour bâtir une route commune » et « offrir un espace commun à la nouvelle gauche ». Mais sans parler un instant de l'orientation gouvernementale des socialistes au pouvoir.

Or, pour permettre une « belle alliance », encore faudrait-il commencer par mener une « belle politique ». Engager en profondeur la transition écologique, réaliser une réforme fiscale d'ampleur et une réforme démocratique audacieuse, et œuvrer avec fierté contre les discriminations. Tel n'est pas le cas et seul le PRG continue à se dire allié du PS en responsabilité, en échange d'accords électoraux fort avantageux. « Aujourd'hui, je ne pense pas que c'est avec une inflexion programmatique que nous pourrions faciliter l'union. La fragmentation et l'orientation ne sont pas corrélées », évacue Cambadélis de façon hallucinante.

Quant à la pratique politique sous-entendue par cet « appel au peuple », quel sens y a-t-il à ainsi opérer ? Dans le même temps qu'il a affirmé son projet de référendum, à l'issue d'un conseil national tenu comme d'habitude à huis clos, Cambadélis a aussi évoqué son plaisir à accueillir les dissidents écologistes sur les listes PS aux régionales. « Quand on frappe à notre porte, on n'est pas du genre à la laisser fermer », dit-il, pas bégueule. Après ne pas avoir réussi à rompre avec le sarkozysme à Matignon et à l'Élysée, voilà que Solférino ne parvient même plus à rompre tactiquement avec sa pratique, enchaînant caporalisme, hégémonisme et débauchage assumé.

En attendant, des alliances à gauche se font aux régionales, mais sans le PS. De façon sporadique et sans grand enthousiasme ni bienveillance, certes. Mais sans lui. Et ce n'est pas avec ce cynisme dépolitisé de tout enjeu, malhabile et déconnecté, que François Hollande et Manuel Valls peuvent espérer rabibochoer une gauche qu'ils n'ont cessé de fracturer.

IV) Il est 20 heures, le JT se meurt

Par Louis Nadau et Clara Potier



Anne-Claire Coudray, successeur de Claire Chazal sur TF1. Photo J. Cauvin

Audiences en berne, vision de l'information à l'ancienne... En pleine mutation, le journal télévisé innove pour tenter de garder sa place.

«Le JT est mort, même si son cadavre bouge encore.» L'avis de décès est signé William Irigoyen. L'ancien présentateur du journal télévisé d'Arte et auteur de Jeter le JT, est convaincu de l'encéphalogramme plat du journal du soir. Il n'est pas le seul. Symbole de l'entrée dans une nouvelle ère où tout peut arriver, même l'impensable : vendredi, Laurent Delahousse a, sur France 2, devancé de 88 000 téléspectateurs le premier JT post-Chazal d'Anne-Claire Coudray sur TF1. Avec une telle perte de repères (on a le droit de dramatiser un peu, non ?), c'est l'obsolescence de la «grand-messe», format vieux comme l'ORTF, qui est en question. Mais, malgré les apparences, tout n'est pas (encore) perdu. Le vétéran des grilles fait de la résistance et truste encore, à l'heure du dîner familial, 47,1 % des téléspectateurs en moyenne. Il n'empêche : le nombre de Français qui regardent le 20 heures ne fait que décliner depuis une vingtaine d'années. «A l'époque des débuts de Claire Chazal, un JT faisait 17 millions, rappelle Benoît d'Aiguillon, auteur d'Un demi-siècle de journal télévisé. Aujourd'hui, 7 ou 8 millions, c'est un très bon score.»

S'il a encore un présent, l'avenir du JT est incertain. «Le statut de navire amiral du 20 heures tient de sa nature fédératrice, poursuit Benoît d'Aiguillon. Les JT n'apprennent plus les informations. On se réunit pour partager la même information avec son voisin ou son collègue de bureau. Si ce statut de référence commune s'érode faute d'audience, il y a fort à parier que l'importance du 20 heures s'amenuisera.» Jean-Maxence Granier, directeur du cabinet d'études médias Think-Out, n'exclut pas cette hypothèse, mais la pondère largement : «Il y a une inertie très forte, un effet d'habitude et d'institution, voire de majesté. Le 20 heures, c'est encore l'endroit où les choses se disent officiellement.»

Du menu à la carte

«La télévision reste le premier média consulté par les 13 - 24 ans entre 20 heures et 20 h 15», rappelle François Jost, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris III. Ce qui n'empêche pas les journaux télévisés de souffrir de la dispersion de l'audience sur les chaînes de la TNT et de la concurrence du Web et des chaînes d'information en continu. La modification des usages, glissant du menu à la carte, ne favorise pas ce rendez-vous à heure fixe. «Le format est condamné à évoluer», estime ainsi Jean-Maxence Granier.

A long terme, le tableau est plus sombre encore. Le public des JT, comme celui des autres médias traditionnels, est vieillissant: 59 ans en moyenne pour le téléspectateur du JT de France 2, 53 ans pour TF1. La «grammaire» du JT est malmenée : la hiérarchie de l'information classique - du sérieux au léger - est bousculée par les nouvelles approches venues du Web (Slate, Konbini, BuzzFeed, etc.) ; la parole unique du présentateur, «passeur» chargé d'incarner l'information, détonne avec la logique de débat des réseaux sociaux, et le téléspectateur surinformé est plus difficile à intéresser.

Avec l'intervention d'experts en plateau et le développement de formats plus longs destinés à l'analyse, les chaînes ont déjà cherché à rafraîchir la formule du 20 heures. Surtout, elles ont adopté une seconde partie magazine, dont la fonction «serait de tendre un miroir à la société française», selon François Jost. «Il y a un mouvement de fond. Pour beaucoup de gens, la vérité passe par l'expérimentation individuelle, le vécu. Les chaînes ont parfaitement compris cette évolution. Passé le moment de l'information pure, les journaux sont centrés sur la famille, l'information

est montrée à travers ce prisme, cette incarnation.» Une tendance que certains jugent néfaste et qui expliquerait la baisse d'intérêt du public pour le rendez-vous vespéral. William Irigoyen va plus loin et passe le contenu des JT au lance-flammes : «Les journaux ont perdu leur capacité à rendre le monde plus intelligible. Ils ne disent plus rien. Il faut remettre au cœur de la télévision les personnes qui produisent des idées. Actuellement, il n'y a absolument aucune valeur ajoutée dans l'information. Je voudrais un journal qui ébranle mes convictions, qui démonte mes arguments. Je veux que l'on m'explique les nuances du monde.»

Pédagogie

Pascal Golomer, directeur de l'information à France Télévisions, défend, lui, assez logiquement sa chapelle et le journal de France 2, dont la mue est engagée depuis quelques années. «Nos journaux ont beaucoup évolué. Des reportages de trois, quatre ou cinq minutes, ça n'existait pas il y a vingt ans.» Le patron de l'info télévisée publique insiste sur le travail de pédagogie et d'analyse d'un JT à vocation œcuménique, mettant en avant une séquence comme «l'œil du 20 heures», la multiplication d'infographies ou de supports visuels numériques (réalité augmentée, images en 3D...). Profession de foi : «Il faut de l'enquête, du décryptage, il faut innover. Si on ne fait pas ça, c'est sûr que le public ne restera pas devant la télévision. Il préférera aller voir ailleurs. L'évolution ne se fait pas en un jour, c'est continu. C'est à nous d'instaurer des modes de traitement différents.» Question de survie.

Louis Nadau , Clara Potier



V) Référendum aux régionales: Cosse (EELV) parle de "panique" au PS



Référendum aux régionales: Cosse (EELV) parle de Emmanuelle Cosse à Villeneuve-d'Ascq le 19 août 2015
© Philippe Huguen

Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV, a estimé lundi que la proposition de référendum à gauche sur l'unité aux régionales dès le premier tour...

Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV, a estimé lundi que la proposition de référendum à gauche sur l'unité aux régionales dès le premier tour était "la démonstration d'une certaine panique" au Parti socialiste.

"Cette proposition m'a fait penser à la démonstration d'une certaine panique à un moment où il faut aborder ces élections de manière extrêmement sereine", a déclaré Mme Cosse, interrogée lors d'une conférence de presse de présentation de son plan contre la pollution de l'air.

"Au premier tour, les écologistes vont présenter leur projet, et au second tour il s'agira de travailler au rassemblement. Mais pour cela, il faut d'abord que les gens aient pu exprimer leur sensibilité. C'est pour ça que je suis un peu étonnée que l'on veuille déjà gommer l'étape du premier tour", a poursuivi la tête de liste en Ile-de-France, qualifiant même cette proposition de "baroque".

Par ailleurs, la patronne des écologistes la "trouve en décalage avec ce qui s'exprime aujourd'hui": "Dans un moment où des Français expriment leur éloignement avec la classe politique, la réponse proposée par le Parti socialiste est de faire un référendum de politiques pour les politiques".

"La meilleure réponse, notamment à des sondages

qui montrent que le Front national pourrait gagner par exemple une région, c'est d'être en campagne, d'être près de nos concitoyens, de leur montrer que l'on peut agir autrement et d'avoir des politiques qui le montrent", a-t-elle insisté.

Mme Cosse en veut pour preuve la mise en place en Ile-de-France, région où les écologistes détiennent 5 des 15 vice-présidences, du passe Navigo à tarif unique dans les transports en commun qui "change considérablement la vie des gens y compris en grande couronne qui parfois se sont éloignés des urnes". Pour elle, c'est ce genre de concrétisation qui "va permettre à des gens de s'interroger sur la capacité de la gauche à garder des régions et à gagner des élections".

publicsenat.fr

VI) Le Roux (PS): "passer au-dessus" de ceux qui "veulent faire perdre la gauche" Macron



Le Roux (PS): Bruno Le Roux le 28 août 2015 à La Rochelle
© Mehdi Fedouach

Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a justifié lundi le référendum du "peuple de gauche" souhaité par le patron du...

Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a justifié lundi le référendum du "peuple de gauche" souhaité par le patron du PS, estimant qu'"il faut passer au-dessus" des "quelques individus qui ont décidé de faire perdre la gauche".

VII) Noisy-le-Grand : le PS tombe sous l'œil du Front de gauche

"On a intégré simplement que quand la gauche est divisée et qu'elle reste divisée, à ce moment-là, elle perd, même quand elle est majoritaire", a souligné M. Le Roux sur LCP.

"C'est ce qui s'est passé hier soir (dimanche) encore, à Noisy-le-Grand", a ajouté le député de Seine-Saint-Denis. Le PS a perdu dimanche face au parti Les Républicains au second tour de cette élection municipale où le Front de gauche avait décidé de se maintenir.

"Dans un premier tour on peut se compter, dans un second tour on se rassemble", a dit M. Le Roux.

"Le fait que cela tienne à la décision de quelques individus qui ont décidé de faire perdre la gauche, eh bien cela, il faut passer au-dessus. Il faut demander aux citoyens de gauche, au peuple de gauche, de dire qu'il veut bien la diversité, qu'il la souhaite même. Mais qu'il souhaite l'unité pour battre la droite et l'extrême droite", a déclaré M. Le Roux.

Jean-Christophe Cambadélis a annoncé samedi l'organisation par le PS d'un référendum du "peuple de gauche", du 16 au 18 octobre, lui demandant s'il est favorable à l'unité entre le PS et les autres partis de gauche aux régionales de décembre.

Interrogé sur la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, où les militants écologistes ont rejeté une alliance avec le PS et où un sondage donne Marine Le Pen nettement en tête du premier tour, M. Le Roux a estimé qu'"on ne peut pas laisser une région de plus de 4 millions de Français gérée par Marine Le Pen".

"Un sondage c'est une photographie, ça peut être aussi un électrochoc pour que chacun prenne ses responsabilités", a-t-il souligné.

"Nous ne pouvons pas aujourd'hui laisser l'avenir d'une des plus grandes régions françaises suspendu au fait que pour des raisons qui sont certainement très nationales, quelques responsables écologistes voudraient ne pas faire d'accord, quelques responsables Front de gauche voudraient faire perdre les socialistes. Ca, ce n'est pas possible", a-t-il encore dit.

Par Rachid Laïreche



Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, le 20 juin à Paris. Photo Thomas Samson.AFP

La candidate LR Brigitte Marsigny a été élue dimanche dans ce bastion de la gauche avec 33 voix d'avance sur le maire socialiste sortant.

La fracture de la gauche a franchi un nouveau cap. Dimanche, le Parti socialiste a perdu, sur un fil, la commune de Noisy-le-Grand en Seine-Saint-Denis. La candidate Les Républicains, Brigitte Marsigny, l'a emporté avec seulement 33 voix d'avance sur le député socialiste et maire sortant, Michel Pajon. Le Front de gauche, qui avait, faute d'accord avec le PS, décidé de se maintenir au second tour dans une triangulaire, a réalisé 7,4 % des voix, soit 1 156 votes. Pas besoin d'être mathématicien pour comprendre : une alliance entre le PS et le Front de gauche aurait permis à la gauche de conserver la mairie. «Michel Pajon présente tous les défauts du gouvernement : c'est un politique de gauche qui mène une politique de droite. Les vrais responsables, ce sont ceux qui divisent la gauche, pas le Front de gauche», explique un cadre du Parti de gauche pour justifier la rupture.

«Cherchez l'erreur !»

Du coup, le réveil a été douloureux au PS. Jean-Christophe Cambadélis, a réagi sur Twitter : «La gauche a perdu Noisy-le-Grand de quelques dizaines de voix. La liste des gauches radicales n'a pas voulu l'union au second tour. Cherchez l'erreur !» Pour le porte-parole du PS, Olivier Faure, le Front de gauche est dans une dérive

«populiste». «C'est quand même fou, ils expliquent que le PS et la droite c'est pareil. On peut aller jeter un coup d'œil dans les anciennes villes de gauche, celles qui sont passées à droite, et vous verrez les différences, les conséquences dans la vie des citoyens», explique-t-il.

La question de l'union ou de la fracture risque de se poser, une nouvelle fois, lors des régionales de décembre. Du côté du gouvernement, on prévient : «Après tous les débats théoriques sur l'unité et l'union, Noisy-le-Grand c'est l'opération vérité, dit-on dans l'entourage du chef de l'Etat. Le candidat socialiste perd de 33 voix dans une ville ancrée à gauche. On peut dire ce que l'on veut, mais c'est le maintien [de la tête de liste] PG qui nous fait perdre... On peut réagir ou laisser ce scénario se dérouler aux régionales, présidentielle et législatives.»

Référendum

Samedi, à la sortie du conseil national du PS, Jean-Christophe Cambadélis a réagi à sa manière. Il a annoncé un référendum, au mois d'octobre, pour «le peuple de gauche» afin de savoir s'il est favorable ou non à l'unité pour les régionales. L'objectif ? Parler aux électeurs sans passer par les partis. Après la défaite de Noisy-le-Grand, Olivier Faure explique : «Ce référendum sera un moment important, une prise de conscience collective pour construire et avancer.»

Rachid Laïreche

A Suivre...
La Presse en Revue



LAPRESSEENREVUE.EU